



Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Épargne Ile de France
24 bd de l'hôpital 75005 Paris
01.70.23.53.40 ou 01.44.76.09.77
Fax : 01.40.26.49.13
site : www.sudce.com
courriels : - sudceidf@orange.fr
- syndicat.sud@ceidf.caisse-epargne.fr

Union
syndicale
Solidaires

RELATIONS SOCIALES À LA CEIDF

LE DRHS QUI REVAIT D'UN BIDON D'ESSENCE ET D'UNE ALLUMETTE

Interrogé sur l'avenir social de la CEIDF, JP Deck -DRHS- répondait au nom du directoire, "l'envisager sereinement" car affirmait-il "tous les salariés de la CEIDF n'ont pas de craintes à avoir sur l'essentiel, c'est-à-dire leur emploi et leur rémunération". C'était en mai 2008. Deux cents licenciements plus tard, le directoire poursuit au nom du benchmark une politique commerciale de PNB immédiat, créatrice du mécontentement d'une clientèle toujours plus exigeante et synonyme de dégradation des conditions de travail. De plus en plus de salariés s'inquiètent pour l'avenir de la CEIDF et pour leur situation professionnelle. Face à l'inertie du directoire, Sud a saisi la justice afin qu'elle "aide" nos dirigeants à prendre de vraies mesures de nature à garantir la santé des salariés. Il n'en fallait pas plus pour que le DRHS, blessé dans son ego qu'il a particulièrement surdimensionné, perde sang-froid et raison. Morceaux choisis des conclusions qu'il a remises au juge du TGI : âmes sensibles s'abstenir.

Loin de garantir l'emploi, le directoire a licencié 202 collègues entre 2010 et 2011. Si certains ont retrouvé un emploi salarié ou tentent de se reconverter, d'autres grossissent malheureusement le nombre des demandeurs d'emploi.

→ Le DRHS toujours prompt à nous servir ses pensées rances ose écrire qu'un "certain nombre des départs de l'entreprise relève d'un effet d'aubaine bien loin d'une agression stressante de la part de l'employeur". Il ajoute que "ces salariés exploitent le système en s'inscrivant au pôle emploi".

Responsable aux yeux de la loi de la préservation de la santé des salariés et appelé à prendre des mesures urgentes afin de prévenir les risques psychosociaux dans notre entreprise, le directoire écrit au sujet des 8 tentatives de suicide intervenues à la CEIDF entre 2010 et 2011 :

→ "Avec 5 000 salariés, la CEIDF a le même niveau de population active que la ville de Lourdes.

La simple lecture de la presse locale montre que même à Lourdes, il est constaté des tentatives de suicide sur une période de 3 ans alors que l'organisation n'est pas celle de la CEIDF". (sic)

Mais si le Maire de Lourdes ne peut être tenu responsable pénalement de la santé de ses administrés, en revanche selon le code du travail, B. Comolet, Président du directoire de la CEIDF, est directement responsable de la préservation de la nôtre.

Depuis la création de la CEIDF en 2008, les salaires ont subi la migration informatique sur Mysys, la réorganisation des fonctions support, le déménagement sur Athos, le PSE et la mise en place d'Activation clientèle.

Quant au benchmark, il guide chacun des actes du directoire qui l'oriente uniquement vers la comparaison de performances.

Parce qu'il est nuisible à la santé des salariés, **Sud** en demande la suppression.

D'ailleurs, la Caisse d'épargne de Côte d'Azur, après le suicide d'une directrice d'agence, a supprimé le benchmark dans le calcul de la part variable, reconnaissant ainsi qu'il a un lien avec la dégradation des conditions de travail.

Jean-Pierre Deck
**Le DRHS qui rêvait
d'un bidon d'essence
et d'une allumette**



actes noirs
ACTES SUD

→ Le DRHS, JP Deck placarde sa sensibilité d'homme de gauche et la revendique souvent.

.../...

A notre demande de suppression du benchmark, c'est sans sourcilier qu'il cite la patronne du MEDEF, Laurence Parisot, bien connue pour ses idées progressistes et ses déclarations iconoclastes : "La liberté d'entreprendre s'arrête là où commence le code du travail", c'est elle ! Le DRHS a choisi une autre formule : se benchmarker "c'est savoir qu'on n'est pas seuls au monde, ni le centre du monde, c'est refuser l'illusion qui empêche de grandir". Pour **Sud**, le benchmark c'est aussi et surtout créer de la souffrance.

Au lieu de lever le pied, au lieu de laisser l'entreprise se stabiliser et permettre aux salariés d'absorber ces chocs successifs, le directoire décide de réorganiser les fonctions support BDD et le réseau commercial.

Les conséquences de cette énième réorganisation inquiètent les salariés des fonctions support BDD et du réseau commercial, car elle aura nécessairement des incidences sur le fonctionnement des agences.

Inquiétude d'autant plus légitime que des salariés des fonctions support venant tout juste d'intégrer le réseau commercial suite au PSE voient leurs postes directement remis en cause par la nouvelle réorganisation.

Les toutes récentes expertises réalisées par les Cabinets ORSEU et SACEF alertent le directoire sur la nécessité de mesurer les transferts de charges liés à la suppression de 81 postes de RGC et 10 postes d'AECP. Nombre de DA et DAA vont devoir assumer des tâches de contrôle jusqu'ici dévolues aux RGC.

➔ Pour le directoire : «Les postes de RGC sont des postes très convoités par les élus du personnel car ils permettent de rester dans le collège électoral du réseau d'agences et de ne pas assurer d'activité commerciale. Ces postes sont en plus un nid électoral très convoité. C'est pourquoi le devenir de 4% des salariés de la Caisse fait l'objet d'une manière permanente depuis presque 10 ans d'une question mensuelle dans une IRP». Fermez le banc !

Nous rappelons au directoire qu'il n'y a pas de permanents syndicaux à **Sud**, que l'essentiel de nos militants travaille dans le réseau commercial. Et qu'à nos yeux s'il y a un nid très protégé et douillet, c'est bien celui du directoire.

➔ Depuis la refaction de la part variable en 2010, on sait le directoire capable des entourloupes les plus mesquines. Mauvais perdant, il franchit un nouveau cap : suite à l'action en justice de **Sud**, condamné à payer un rappel au titre de l'intéressement 2007 des salariés de l'ex CEIDFP - soit près de 2 millions d'euros - le DRHS a annoncé que s'il devait payer, il le ferait le plus tard possible...

Jamais la CEIDF n'a connu une situation sociale aussi dégradée. Jamais les relations sociales n'ont été aussi délétères. Chacun peut voir à qui la faute.

Les représentants Sud invitent solennellement le directoire à retrouver calme et sang froid et à assumer ses responsabilités.

N°39/2011

Le 20 décembre 2011 / Les secrétariat **Sud**

Valérie Boisliveau - Jérôme Bonnard - Christine Deldicque - Martine Desaulles - Bettina Larry - Caroline Mirat
Françoise Quelen - Philippe Salvador - Patrick Saurin - Jean-Yves Sobrero - Jean-Marie Zemliakoff



J'ADHERE AU SYNDICAT NATIONAL SUD-BPCE

NOM

PRENOM

SEXE DATE DE NAISSANCE

ADRESSE PERSONNELLE

NOM DE L'ENTREPRISE

ADRESSE DE L'ENTREPRISE

FONCTION

AFFECTATION

CLASSIFICATION.....

COTISATION MENSUELLE (0,40% DU SALAIRE NET).....

JE M'ENGAGE A PAYER MA COTISATION.

LE A

SIGNATURE

